

DOC-11-18-12

## PROTOCOLE D'OVIEDO DU CONSEIL DE L'EUROPE

---

### Document destiné à l'information et à la discussion

---

#### 1. Introduction et objectif

Ce document informe les membres du Conseil des derniers développements concernant le projet de Protocole additionnel à la Convention d'Oviedo, depuis nos discussions et décisions du mois de mars. Il fournit des mises à jour sur le processus au niveau du Comité DH-BIO et du Conseil de l'Europe, ainsi que des informations sur les actions plus récentes du FEPH pour obtenir le retrait du projet.

#### 2. Questions destinées au Conseil d'administration

- Qu'avez-vous fait, ou quelle réponse avez-vous apportée au niveau national pour vous opposer à l'adoption du Protocole additionnel à la Convention d'Oviedo ?
- Avez-vous des suggestions ou des idées d'actions supplémentaires qui pourraient être entreprises par le secrétariat et les membres du FEPH ?

#### 3. Mises à jour sur le processus

Après la consultation publique du 24 mai 2018 consacrée au projet, le Comité DH-BIO a envoyé pour avis une version révisée à plusieurs organes et comités du Conseil de l'Europe, à savoir : le Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH), le Comité européen pour la prévention de la torture (CPT), Le Commissaire aux droits de l'homme, l'Assemblée parlementaire (APCE), la Conférence des OING et le Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC).<sup>1</sup> La date limite pour l'avis était fixée à fin octobre.

Dans le cadre de la consultation, la Conférence des OING a envoyé un questionnaire à ses membres. L'e-mail envoyé par la Conférence des OING ne reconnaissait pas l'opposition existante au protocole et impliquait même une forme de soutien.

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a organisé une audition publique le 9 octobre 2018 dans le cadre du rapport consacré à « La protection des droits des personnes souffrant de handicap psychosocial à l'égard des mesures involontaires en psychiatrie » (Rapporteur : Mme Reina de Bruijn-Wezeman). Dans le cadre du panel, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées, le nouveau Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe et représentante des personnes handicapées psychosociales (Olga Runciman, psychologue et propriétaire de Psycovery), s'est élevé contre le projet de protocole. Le Président du Comité DH-BIO et le Directeur général de la DG Droits de l'homme et de l'État de droit du Conseil de l'Europe ont appuyé le projet.

La prochaine réunion du Comité DH-BIO se déroulera du 20 au 23 novembre 2018.

Les succès de cette campagne comprennent le renforcement de nos alliances et de nos campagnes publiques, ainsi que l'opposition publique au projet des premiers États : la Bulgarie et la Macédoine.

---

<sup>1</sup> Il a transmis le projet de texte au Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC), avec une question spécifique concernant l'applicabilité aux personnes soumises à une mesure involontaire, pour traiter un problème de santé mentale pendant qu'elles purgent une peine de prison ou sont en détention, mais sans aucun lien entre cette mesure et une infraction pénale.

#### 4. Mises à jour sur les actions entreprises par le FEPH et ses alliés

À la suite de son Conseil d'administration au mois de mars, le FEPH a rédigé une lettre que les membres peuvent envoyer à leur gouvernement afin qu'ils s'opposent au projet. De plus, il a poursuivi sa campagne d'opposition, tel que décidé lors de cette réunion du Conseil.

Le 14 mai 2018, le FEPH et ses alliés ont adressé une [lettre ouverte](#) au Secrétaire général du Conseil de l'Europe pour s'opposer au projet de protocole. Il a également créé une [page internet](#) sur son site et lancé une campagne #WithdrawOviedo sur les réseaux sociaux.

La coopération avec les partenaires à Bruxelles et en dehors de la Belgique a été renforcée. Le dernier document contre le projet de protocole a été approuvé par huit autres organisations : Autisme Europe, Disability Rights International, EASPD, ENUSP, Inclusion Europe, AIH, Santé mentale Europe, Validity International. Human Rights Watch a également développé des efforts considérables pour s'opposer au projet.

Le FEPH a soulevé la question dans de nombreux forums et avec diverses parties prenantes : session du Comité de la CDPH en septembre, réunion du Groupe de travail sur la CDPH de l'ENNHRI et du Groupe de haut niveau sur le handicap en octobre. Par conséquent, le Comité de la CDPH a adopté une déclaration appelant les États parties à s'opposer au projet de protocole et le groupe de travail sur la CDPH de l'ENNHRI prépare actuellement une nouvelle déclaration contre le projet.

Le FEPH était présent à l'audition publique de l'APCE le 9 octobre, en compagnie des représentants de HRW, SME et ENUSP. Nous avons organisé et participé à des réunions avec plusieurs représentations permanentes et la délégation de l'UE à Strasbourg. Ces réunions reflétaient un manque de sensibilisation à la question, mais une volonté de la suivre et, éventuellement, de prendre des mesures.

Le FEPH a approuvé une lettre envoyée par SME au Président de la Conférence des OING concernant la consultation des membres sur le projet de protocole. Nous

avons exprimé notre opposition et nos préoccupations quant à la façon dont la consultation a été entreprise. Avec SME et HRW, nous avons contacté les organisations partenaires membres de la Conférence des OING pour les informer sur le sujet et les encourager à remplir le questionnaire envoyé pour s'opposer au projet de protocole.

## 5. Actions proposées par le FEPH

- Continuer à demander le retrait du projet de protocole au niveau du Comité des ministres ;
- Renforcer les contacts et la sensibilisation des représentations permanentes à Strasbourg et des ministères concernés au niveau national ;
- Encourager la participation de la Commission européenne, de la délégation de l'UE à Strasbourg et de l'Agence des droits fondamentaux ;
- Continuer à soulever la question lors des sessions du Comité de la CDPH et informer les nouveaux membres du Comité, en tenant compte du fait que seuls trois des dix-huit membres sont d'Europe ;
- Encourager les membres du FEPH à contacter leur ministère national en utilisant la lettre proposée en annexe.